

Association Sénégalaise de l'École Moderne [ASEM] n°35 - juin 2014

Journal de l'*Asem*

Pratiques de classe

Bien gérer
la coopérative
scolaire

Politique éducative

L'expérience
réussie
des classes
bilingues

Vie de l'Asem

Un 2^e stage de
maîtrise du
français au
Centre
Morgane



Editions Asem – Pédagogie FREINET
Centre Morgane BP 30 Dagana – Sénégal



Couverture : la fête pour l'inauguration de la maternelle Célestin Freinet à Dagana en décembre 2011. La coopérative scolaire est un atout pour le développement de ces activités autour de l'école.

Directeur de la publication, rédacteur en chef :
Papa Meïssa Hanne
Rédacteur en chef adjoint :
Abdoulaye Ndiaye
Secrétaire de rédaction :
Mamadou Demba
Chefs de rubrique :
Abou Tall (Pratiques de classe)
Karim Fall (Réflexion pédagogique)
Fadel Kane (Vie de l'Asem)
Ndiaye Sarr (Politique éducative)
Saliou Sarr (Libre Expression)
Malick Mbaye (Détente)
Distribution : Cheikh M Seck
Photos : DR

Maquette et impression :
Association Morgane

3 EDITORIAL

par Cheikh Makhfousse Seck,
trésorier général de l'Asem

4 PRATIQUES DE CLASSE

La coopérative scolaire gérée par les enfants. L'exemple de Polo

par Abou Tall,
cellule Asem de Saint-Louis

7 POLITIQUE ÉDUCATIVE

La réussite des classes bilingues

Interview de Déthioukh Samba,
inspecteur à Rufisque Commune
par El Hadji Ndiaye Sarr

10 RÉFLEXIONS PÉDAGOGIQUES

Que faire avec le doudou de l'enfant en maternelle ?

par Mamadou Fadel Kane
cellule Asem de Dagana

12 VIE DE L'ASEM

Travailler avec l'enseignement privé

par Thierno Ibrahima Baldé
cellule Asem de Dakar

2^e stage de maîtrise du français

Interviews de stagiaires recueillies
par Papa Meïssa Hanne,
président de l'Asem et de la Camem
En bref

19 DÉTENTE

20 LIBRE EXPRESSION

Asem-Association Morgane un partenariat gagnant, gagnant !

De 2003 à nos jours, onze années de partenariat éducatif Nord-Sud ont été le soubassement de ce qu'on peut appeler aujourd'hui un développement durable. Ce partenariat se développe selon deux axes principaux :

Premier axe, l'éducation au développement, qui prend en compte les infrastructures, les équipements et les dispositifs participant à la résolution des contraintes sociales, économiques et environnementales comme la construction et l'équipement d'un centre de formation, d'une école élémentaire et maternelle, la mise en œuvre d'une expertise architecturale française, des actions pour la formation des enseignants, l'éducation aux médias, contre la dégradation de l'environnement...

Deuxième axe, la solidarité internationale, qui se concrétise à travers les relations humaines : l'interculturalité, la gestion transparente, le travail dans l'égalité et le respect, la coopération et la solidarité humaines.

Chaque partie, sénégalaise et française, s'investit à la hauteur de ses moyens physiques, matériels et financiers dans une démarche participative au bénéfice de l'enfant d'abord, des enseignants Asem ensuite et enfin, plus généralement, de la population.

L'Asem regorge aujourd'hui d'éducateurs modernes, bien préparés et engagés dans la formation de jeunes citoyens compétents, libres, capables de prendre leur destin en main, connaissant bien leur milieu et ayant la capacité de s'ouvrir à l'extérieur. Dernièrement, l'association Morgane a apporté une brillante contribution à la formation des enseignants sénégalais.

Tous les acteurs de ce partenariat sont impliqués : les autorités académiques, les élus, les habitants des quartiers de la ville de Dagana (femmes, hommes, jeunes). Un modèle de partenariat éducatif, basé sur la confiance mutuelle, le respect des identités, la souveraineté dans les décisions et la tolérance.

Aujourd'hui, le Sénégal peut aisément citer dans le cadre des relations internationales le partenariat Asem/association Morgane parmi les meilleurs exemples d'une coopération Nord-Sud.

Un partenariat éducatif gagnant, gagnant !

CHEIKH MAKHFOUSSE SECK, TRÉSORIER GÉNÉRAL DE L'ASEM





Les coopératives scolaires n'ont pas toujours joué leur rôle d'éducation et de formation des élèves. Elles sont gérées par les adultes sans l'implication de ceux-là. Les activités proposées par les membres de l'Asem permettent d'impliquer les enfants, de leur apprendre la gestion et de les éduquer à la citoyenneté.

La coopérative scolaire gérée par les élèves

On le constate amèrement : dans les activités de la coopérative scolaire, le rôle de formation et d'éducation est souvent relégué au second plan. On dira plutôt qu'elles se résument à la collecte de fonds car les enfants ne sont pas impliqués dans la gestion de la coopérative. Les fonds, qui proviennent des cotisations des élèves, sont gérés, presque toujours, par le directeur qui en

décide sans concertation préalable, ni avec l'équipe pédagogique, ni avec les élèves qui n'ont même pas une voix consultative.

On peut apprendre la citoyenneté à la coopérative. A l'Asem, une autre approche est expérimentée qui est différente de celle constatée plus haut. Voici l'exemple de l'école de Polo où les élèves sont acteurs dans la coopérative. Chaque classe choisit ses représentants au conseil d'administration avec un quota bien défini. Par la suite, un bureau est élu, donc des responsabilités sont attribuées et des fonctions. Dans nos associations dès que le bureau est élu, personne ne se soucie de son fonctionnement. On se dit c'est le bureau qui doit faire marcher l'association.

Or, chacun doit s'impliquer pour sa bonne marche. Les maîtres sont chargés d'encadrer les responsables grâce aux commissions et ils aident les enfants à bien gérer. Ainsi, chacun se sentira responsable et le bureau ne veillera pas seul à la réussite des activités.

L'article de Daouda Diagne dans un numéro précédent intitulé *Les enfants se révoltent* donne une idée du degré d'engagement des élèves et leur esprit citoyen. Ils sont organisés en conseil d'administration, en bureau et en commissions. Les réunions sont dirigées par le président qui apprend à manager un groupe. Il donne son avis sur les dépenses effectuées, coordonne les activités. Le secrétaire, lui, se charge de convoquer les réunions et de rédiger les procès verbaux en utilisant un système très simple : **DIPOD** (**D** : Date, **I** : Instance, **P** : Présents, **O** : Ordre du jour, **D** : Décision). Les enfants ne gèrent pas l'argent liquide mais font la gestion administra-

tive. Souvent bien mieux que les adultes qui, eux, peuvent oublier de faire les bilans. Les dépenses sont gérées par l'équipe pédagogique et les enfants. Voici comment nous faisons à l'école franco-arabe de Polo.

Au service des enfants

Les commandes sont le plus souvent discutées au niveau du conseil d'administration. Ainsi les commandes suivent le circuit suivant :

- La commission, avec l'aide d'un maître responsable de la commission, établit un bon et, le plus souvent, on se renseigne sur les prix avant d'émettre le bon.
- Le président donne son avis après concertation avec le trésorier pour voir si la caisse est capable de supporter les dépenses proposées dans le bon.
- Le trésorier met son visa sur le bon après celui du directeur.
- Le directeur met son visa et le cachet de l'école pour la validation.
- Le trésorier fait l'enregistrement dans le registre de compte et classe les bons. Voir le modèle choisi ci-dessous :

Dates	N° bons	Entrées	Sorties	Solde
21/01/11	E 001	12 500 F		12 500 F
14/02/11	S 001		4000 F	8 500 F

Pour les bons d'enregistrement, un code a été choisi : pour les bons d'entrées, on utilise la lettre **E**, les bons de sortie sont précédés de la lettre **S**.

La coopérative doit être au service des enfants. Peut-on concevoir une association où les membres n'ont aucune voix, ni consultative encore moins délibérative ?

PRATIQUES DE CLASSE

Qui peut accepter de faire partie d'une association où l'unique rôle de l'adhérent est de cotiser sans savoir où va l'argent ? Notre devoir d'enseignant n'est-il pas de former des citoyens capables de gérer les biens de notre pays ? Alors si nous n'apprenons pas à nos élèves comment gérer la coopérative, comment



feront-ils plus tard ? S'ils ne sont pas impliqués dans la gestion dès l'école primaire, ils n'auront pas la chance de faire cet apprentissage car, à la maison, on ne leur demande pas de s'impliquer. N'est-ce pas en forgeant qu'on devient forgeron ? Mettons-les dans la forge où ils vont manipuler enclume, marteau, souffleur... pour que demain ils puissent avoir une certaine autonomie et réagir correctement dans des situations de vie pratique.

Aujourd'hui, nos dirigeants sont souvent poursuivis pour malversation dans leur gestion. Ils ne sont sans doute pas mauvais a priori, mais quand on suppose qu'après avoir accumulé beaucoup de diplômes ils ont acquis assez d'expérience, on se trompe. Ils n'ont jamais rien géré auparavant. C'est le fiasco total.

Reprenons cette assertion : « si tu fais pour moi sans moi, tu es contre moi ».

ABOU TALL,
CELLULE ASEM DE SAINT-LOUIS

Formateur aussi pour la personnalité

La coopérative scolaire est également un moyen très efficace pour le développement de la personnalité. Voici une histoire qui s'est passée à l'école de Savoigne, il y a quelques années. Tous les ans, la coopérative participait aux frais d'hébergement des élèves qui passent leurs examens de fin d'année à Ndiaye où ils doivent être logés. Lors d'une réunion préparatoire, les parents d'élèves ont demandé à ce que la coopérative donne une participation de 10 000 F. La trésorière, une élève de la classe de CM2, et le président de la même classe ont dit qu'ils ne voulaient pas verser cette somme car ils avaient besoin de cet argent pour réussir la fête d'école. La déception des parents fut grande. Ils ne pouvaient pas comprendre que des enfants prennent position dans une rencontre. Finalement, ils ont accepté et, depuis, les enfants sont consultés dans la prise de décision.

POLITIQUES ÉDUCATIVES



Inspecteur chargé de l'alphabétisation et des langues nationales à Rufisque, Déthioux Samba estime qu'« un peuple qui espère accéder au développement à partir d'une langue étrangère entretient véritablement une utopie ».

Meilleures performances pour les classes bilingues

Déthioux Samba est né à Rufisque d'un père charpentier analphabète en français et d'une mère ménagère. Après neuf années d'enseignement, il a réussi le concours des normaliens-instituteurs, option Lettres modernes, qui lui a permis d'obtenir, entre autres, le diplôme d'inspecteur de l'enseignement élémentaire. Pour son premier poste d'inspecteur, il exerce à Rufisque Commune où il est en charge de l'alphabétisation et des langues nationales. C'est à ce titre qu'il suit une expérience de classes bilingues dans sa circonscription.

Depuis quelques années, le système éducatif s'est enrichi de classes bilingues. Pourquoi ?

Depuis 2010, l'ONG ARED (Associates in Research and Education for Development), avec l'accord du ministère de l'Éducation nationale, a initié l'expérimentation d'un modèle d'enseignement-apprentissage s'appuyant sur

les langues premières wolof et pulaar pour améliorer les compétences des élèves au cours des trois premières années de l'éducation de base.

Une telle option se fonde sur des convictions défendues par des chercheurs, parmi lesquels le Professeur Cheikh Anta Diop, qui ont démontré qu'un peuple qui espère accéder au développement à partir d'une langue étrangère entretient véritablement une utopie. Déjà, Joseph Poth affirmait en 1988 que « l'enfant est à l'aise dans sa langue maternelle comme dans les bras de sa mère et [qu'] en lui refusant la possibilité d'utiliser le support linguistique familial, apte à répondre à son besoin fondamental d'expression et de créativité, l'école le place du même coup en situation de régression ».

Dans votre circonscription, combien d'écoles et de classes se sont-elles engagées dans cette innovation ?

Pour l'année scolaire 2012/2013, cela représentait à Rufisque Commune onze

POLITIQUES ÉDUCATIVES

classes dont dix cours d'initiation et un cours élémentaire 1^{ère} année, réparties dans dix écoles. Au niveau national, cent classes sont concernées dans neuf IEF: Grand Dakar, Rufisque Commune, Rufisque Département, Kaolack Commune, Kaolack Département, Saint-Louis Commune, Saint-Louis Département, Nioro, Podor.

Comment fonctionnent ces classes bilingues ?

Elles appliquent un bilinguisme soustractif dans lequel l'élève aborde les acquisitions dans sa langue première avant de transférer les acquis en français. Concrètement, le maître ou la maîtresse commence les leçons de langue et de communication et de mathématiques en

« Dans presque toutes les écoles expérimentales, les performances de la classe bilingue ont été supérieures à celles de la classe non bilingue. »

wolof, jusqu'à l'évaluation. Ensuite il/elle poursuit la même leçon en français en insistant davantage sur les aspects qui ne sont pas installés après l'acquisition en langue nationale.

Dans quelles langues nationales se font les enseignements/apprentissages dans ces classes ?

Dans les neuf circonscriptions concernées, les langues nationales ciblées sont le wolof et le pulaar. Par exemple, pour toutes les classes de l'académie de

Dakar, c'est la langue nationale wolof qui est choisie, car c'est la langue de communication courante dans la capitale. Et à Podor, c'est le pulaar du fait de sa prédominance dans ce milieu.

Les ressources humaines, matérielles et documentaires existent-elles ?

En ce qui concerne l'expérimentation de l'ONG ARED, des dispositions particulières ont été prises. Pour les ressources humaines, il a été procédé à une formation en cascade : les inspecteurs formés par une équipe d'experts, ont assuré la formation des maîtres et directeurs pendant une durée totale de vingt-et-un jours. De plus, une journée pédagogique par trimestre a été tenue pour observer et analyser des prestations. Et enfin, les directeurs et les CGE ont été formés pour le suivi et le renforcement pédagogique des élèves. Notons aussi que, pour le choix initial des maîtres expérimentateurs, nous avons misé sur des enseignants ayant des dispositions en lecture et transcription des langues nationales.

Concernant le matériel didactique, chaque élève a reçu trois manuels : deux manuels de lecture-écriture dont l'un en wolof (Njàngmbind) et un manuel de mathématiques en wolof (Xayma).

Naguère, le système éducatif a connu une expérience similaire avec les classes bilingues français-langues nationales. En quoi différaient-elles des classes bilingues actuelles ?

Les Etats généraux de la formation et de l'éducation de 1981 avaient exigé, entre autres, l'introduction des langues nationales dans le système éducatif. C'est en

octobre 2002 que le schéma directeur de l'expérimentation des classes bilingues français-langues nationales a été mis en œuvre. Les six langues nationales codifiées à l'époque étaient concernées dans presque toutes les régions. En cela, elle différait de la présente expérimentation, initiée par ARED, qui concerne seulement le wolof et le pulaar et neuf IEF. Une autre différence réside dans le choix du type de bilinguisme. Pour ARED, l'option est soustractive, la langue nationale cédant progressivement le pas au français qui restera le seul médium d'enseignement à partir de la cinquième année. Alors que pour les autres, le bilinguisme était plutôt additif, commençant par la langue nationale intégrant progressivement le français, les deux langues cohabitent ainsi jusqu'au CM2.

Quelle place est accordée aux acteurs communautaires dans la mise en œuvre de ce projet ?

Si vous pensez aux communautés à la base, elles sont bien impliquées à travers les CGE. En effet, deux représentants de chaque Comité de Gestion d'Ecole ont reçu une formation sur le suivi encadrement des élèves et les enjeux et objectifs du bilinguisme.

A mi-chemin, quelle appréciation faites-vous de cette innovation ?

Nous attendons le feedback de l'évaluation externe qui nous renseignera davantage sur la portée de cette innovation. Mais les évaluations internes effectuées donnent des résultats très encourageants en faveur des classes bilingues. Par exemple, nous avons eu deux CI où les

« Réserver la première année exclusivement à la langue nationale permet d'asseoir les acquis de l'élève. »

performances ont atteint 100% de réussite (le dernier élève au classement général a une moyenne supérieure à 5 sur 10). Il s'agit des écoles Cité Imprimerie (100% pour le CI bilingue et 74% pour l'autre CI) et Darou Rahmane (100% contre 64%) qui, pourtant, est une école entièrement constituée de classes multigrades. Dans toutes les autres écoles expérimentales, les performances de la classe bilingue ont été supérieures à celles de la classe non bilingue. A Castors : 95,52 contre 89,55% ; à Moussa Diallo : 94,87 contre 88,46% ; à Chérif 2 : 90,90 contre 74,28% ; à Colobane 1 : 87,67 contre 53,84% ; et à Ousmane MBengue : 73,75 contre 58,22%. Toutefois, trois écoles parmi les dix font exception à cette tendance : Fass (81 contre 89%), Mamour Diop 1 (79 contre 88%) et Tafsir Niao Faye (67% pour le CI bilingue et 76% pour CI non bilingue).

La faiblesse, pour moi, c'est l'introduction prématurée du français. Il aurait été plus bénéfique de réserver la première année exclusivement à la langue nationale pour permettre aux élèves de mieux asseoir les acquis de la langue première, avant d'introduire, progressivement le français à partir du CP. Et je crois que c'est le modèle adopté par ELAN (Ecole et Langues Nationales) qui démarre dans trente classes cette année.

PROPOS RECUEILLIS
PAR EL HADJI NDIAYE SARR

Quand l'enfant arrive avec son doudou

Les petits sont très attachés à cet objet. Lors de l'accueil matinal, le personnel, auxiliaires ou enseignants, adoptent des attitudes contrastées qui font débat.



Dans nos maternelles, les petits arrivent souvent avec leur « doudou » : une sucette ou tout autre petit objet qu'ils aiment et qui les rassure. C'est particulièrement le cas lors de l'accueil

matinal institué dans certaines écoles et dont le but est de créer une transition entre l'école et la famille afin que l'enfant ne sente pas de rupture ou pour la rendre moins brutale. On assiste alors à des scènes de ce genre : les

uns arrachent le jouet, même sans brusquer l'enfant, pour le mettre dans un coin de la classe ou dans un endroit quelconque. Par cet acte ils peuvent frustrer l'enfant et gâcher sa journée s'il est très émotif. Les autres, plus

habiles, utilisent des moyens subtils pour séparer l'enfant de son objet sans qu'il s'en rende compte ou alors avec son libre consentement. En effet, au lieu d'imposer leur volonté, ils occupent l'enfant de telle sorte que son jouet devienne assez gênant pour lui et qu'il se décide de lui-même à trouver un endroit où le garder, le temps de terminer ses activités. D'autres trouvent le moyen de préparer l'enfant à se séparer de son objet jusqu'à ce qu'il n'éprouve plus le besoin de l'emporter avec lui. Dans l'atelier auquel j'ai participé lors d'une rencontre de l'École moderne, la question des « doudous » a suscité beaucoup de polémiques. Nous sommes tous tombés d'accord pour dire que la rupture brutale est à proscrire. Mais le débat reste encore ouvert sur les autres méthodes. Certains y voient un objet transitionnel qui sert de lien entre la maison et l'école. D'autres l'estiment tout simplement comme un jouet sans aucune importance. D'autres

encore le considèrent au contraire comme une partie de l'enfant car il peut y avoir une certaine complicité entre ce dernier et son objet. Mais, plus généralement, le « doudou » pose la question de la formation du personnel encadrant. L'accueil matinal peut, en effet, être assuré par un auxiliaire, ou bien un « papa ou maman du jour » qui joue ce rôle pendant une journée dans les écoles communautaires du Sénégal. Et les enseignants, malgré leurs bonnes intentions, sont-ils eux aussi bien formés pour réussir cette insertion de l'enfant dans le milieu scolaire ? Quelles sont leurs connaissances en psychopédagogie ? Sont-elles suffisantes ?

On a souvent l'habitude de dire que l'enseignement ne vaut que ce que vaut l'enseignant. Et on sait que toute action pédagogique est vaine si on ne prend pas le soin de connaître les élèves et si on ne cherche pas à tenir compte de leurs disponibilités, de leurs besoins, leurs capacités, leurs conditions sociales et leurs performances. C'est d'autant plus vrai au niveau du pré-scolaire. C'est dire que le « doudou », tout petit objet qu'il soit, pose de grandes questions pédagogiques et, comme tel, il est à prendre au sérieux.

MAMADOU FADEL KANE,
DIRECTEUR DE L'ÉCOLE
MÉDINA CHÉRIF 2, DAGANA
PERSONNE RESSOURCE
DE L'ASEM



Travailler avec les acteurs de la vraie école privée

Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ne seront pas atteints sans l'apport de ce secteur trop souvent concurrencé par des créations illégales d'établissements privés.

Les écoles privées font l'objet d'un attrait certain : tous les ordres d'enseignement et toutes les catégories socioprofessionnelles sont, d'une manière ou d'une autre, concernés.

Aujourd'hui, elles poussent partout et sont initiées et portées par des professionnels du secteur, illégalement concurrencés par des acteurs du secteur public. En effet, des enseignants fonctionnaires ont tendance à se constituer un peu partout en GIE pour ouvrir des écoles privées en face des lycées ou collèges publics où ils sont en service. Ainsi, se servant au lieu de servir l'Etat et les établissements publics, ils créent des écoles privées pour lesquelles ils sont prêts à se donner à fond au détriment des écoles publiques auxquelles ils sont liés professionnellement avec relativement un meilleur salaire.

De nos jours, ces nouveaux types d'enseignants publics-privés sont légion dans la banlieue de Dakar et sont uniquement mûs par le gain facile. Dès lors, il n'est plus étonnant de constater que les enseignants ne portent plus que des revendications à incidence financière et ne se soucient presque plus de la valori-

sation globale du système éducatif. Ainsi, au-delà du développement de l'enseignement privé, il y a un intérêt particulier à accorder à la détermination des rôles et responsabilités des uns et des autres car la création et l'ouverture d'écoles privées en face de chaque lycée ou collège public sont connues par tout le monde dans la zone péri-urbaine de Dakar. Mais hélas, les vrais acteurs patientent à trouver des solutions conjoncturelles à ce phénomène !

Des enseignants à col blanc

Les nouveaux enseignants à col blanc se donnent toujours à fond pour les écoles privées qu'ils ont créées et non pour celles pour lesquelles ils sont payés par l'Etat. Ils clament un peu partout le mauvais rendement des écoles publiques et vantent au même moment le bon fonctionnement de l'enseignement privé dont ils sont maintenant les principaux acteurs. Ainsi, il faut reconnaître que, au vu et au su des autorités scolaires à la base, les écoles privées illégales poussent comme des champignons dans la banlieue dakaroise.



Or, il faut que les acteurs professionnels légaux de l'enseignement privé soient plus respectés et mieux considérés par les autorités de ce pays.

D'ailleurs, souvenons-nous que le PDEF (Programme décennal de l'Éducation et de la Formation) avait recommandé au secteur de l'enseignement privé d'enrôler 25% des enfants en âge d'aller à l'école afin d'atteindre les objectifs pour l'éducation pour tous d'ici à 2015.

Par ailleurs, avec l'appui des partenaires au développement, le Sénégal a élaboré un nouveau programme

décennal de développement du secteur éducatif : le Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence dans l'éducation (PAQUET 2013-2025) qui remplace l'ancien PDEF 2001-2011. Cependant, il est conçu sur la base d'une approche sectorielle ne tenant pas compte de l'importance de l'apport des professionnels de l'enseignement privé. Or, on ne peut pas atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sans les professionnels de l'enseignement privé !

Améliorer le taux de scolarisation

C'est dire que les responsabilités des acteurs de l'enseignement privé sont énormes et qu'ils doivent être soutenus pour améliorer le taux national de scolarisation et atténuer davantage le chômage des jeunes diplômés.

La liberté d'entreprendre est certes garantie mais il faut aussi assainir le secteur et engager un large débat sur les questions majeures relatives à sa moralisation et à sa promotion multidimensionnelle. Ainsi, avec une meilleure organisation et un meilleur appui institutionnels et financiers sous-tendus par la protection, la revalorisation des ressources humaines et la hausse conséquente de la subvention financière accordée par l'Etat, ce secteur connaîtra un réel essor à l'image des pays développés qui ont un secteur privé bien accompagné et bien organisé dans tous ses domaines.

THIERNO IBRAHIMA BALDE,
RESPONSABLE CELLULE ASEM DE DAKAR,
VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DES ACTEURS ET
PARTENAIRES DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ /
CAPEP DE L'IEF DE KEUR MASSAR À DAKAR



Deuxième formation à la maîtrise du français

Impressions de stagiaires

Un deuxième stage de formation à la maîtrise du français en classe a eu lieu en mars dernier au Centre Morgane de Dagana (photo du haut). Les formatrices étaient cinq : Hélène Caputo, Sophie Cram, Martine Dordain, Cécile Kismi, Nadège Oger-Buchle. Vingt-six enseignants l'ont suivi. La plupart d'entre eux avaient déjà participé au premier stage en mai 2013 (photo du bas).

PROPOS RECUEILLIS
PAR PAPA MEISSA HANNE



« Je suis impressionné par la qualité et la diversité des expériences des formatrices »

KHALIFA SY
est directeur de l'école de Darou Salam (Gandiol) depuis sept ans. Il gère une classe multigrade CE1/CE2. Il est membre de la cellule Asem de St Louis.

Je n'ai pas suivi la première session en mai 2013. Malgré cela, j'ai beaucoup appris sur la manière de donner des exercices aux enfants. Nous avons été initiés à cette nouvelle démarche qu'on appelle « la main à la pâte ». Je viens de la découvrir précisément. Comme nous les enseignants, les enfants étaient contents. Je salue le fait d'avoir eu plusieurs formatrices. La diversité de leurs expériences m'a sérieusement impressionné. Chacune d'elles avait son approche et son expérience propres. Après cette formation, je compte expérimenter avec mes élèves tout ce que j'ai appris durant ces cinq jours. Avec mes adjoints, on va travailler en binôme comme cela a été le cas ici. Je suis directeur chargé de cours multigrades et je ferai en sorte que les expériences apprises ici se fassent dans les classes de mes collègues.



« Une démarche participative entre formés et formateurs »

ASTEL BOYE MBODJ
est éducatrice préscolaire. Cette année, elle a en charge la moyenne section à la maternelle Célestin Freinet de Dagana.

C'est la première fois que je participe à une formation sur le français langue étrangère et seconde. C'est aussi la première fois que j'échange avec des formateurs étrangers, plus précisément des Français. La formation est bénéfique. J'ai vu des choses que j'ignorais. Au cours de cette formation, j'ai appris à faire des expériences en sciences pour la maternelle. Ce que je n'imaginai pas. Je vais les expérimenter maintenant en moyenne section. D'ailleurs je me suis rendue

compte que je connaissais en partie cette approche. Mais, avec l'expérience scientifique que nous avons réalisée, elle est beaucoup plus approfondie.

La démarche des cinq formatrices m'a convenue. Elle est simple : les formés donnent leur point de vue, chacune des formatrices aussi et on tire une conclusion ensemble. C'est un échange donc une approche très participative.

Après cette formation, je tiens à suggérer à l'Asem et l'association Morgane de ne pas s'arrêter en si bon chemin. Il faudrait multiplier ces formations qui sont très bénéfiques car elles permettent aux enseignants de bien exercer le métier d'éducateur et d'aller de l'avant. La qualité des enseignements/apprentissages ne peut ainsi que s'améliorer.



« L'Asem et le centre Morgane sont des creusets de savoir. »

BRAHIM FALL
est enseignant à l'école Gaé 2 de Richard Toll. Il est responsable de la cellule Asem de Richard Toll.

Je suis enseignant et militant de l'éducation. Le Centre Morgane et l'Asem sont des creusets de savoir. Il nous offre à chaque fois des opportunités de parfaire nos formation et culture pro-

fessionnelles. Dans l'Asem, on ne parle que de pédagogie.

Cette formation sur l'amélioration de la langue française fait suite à la première session de l'année dernière. Le français est une langue d'enseignement et de travail au Sénégal. Nous dispensons toutes les connaissances à l'école en français. La maîtrise du français est une condition sine qua non de la réussite de l'école.

Si nous voulons que nos enfants s'expriment bien en français, il faut que les enseignants que nous sommes maîtrisent cette langue.

En deux sessions, les enseignants ont découvert des techniques appropriées pour maîtriser le français et mieux l'enseigner.

On a des professeurs de qualité, de compétences avérées, à la hauteur de la tâche. L'année dernière, Martine et Hélène nous ont appris à concevoir des textes et on a réussi à exploiter la technique apprise dans nos classes. Cette année, on a eu trois professeurs en plus et d'autres modules. Le groupe fait preuve de nombreuses compétences. Il y a une bonne articulation entre les contenus de la formation et les difficultés que nous rencontrons dans nos pratiques de classe. Le partenariat entre l'Asem et l'association Morgane est à saluer. Je remercie l'Asem, l'association Morgane et surtout les professeurs qui ont fait un long voyage. Elles ont une conception altruiste de l'existence.



« Nous avons réussi une belle articulation entre l'enseignement du français et les autres disciplines. »

MAMADOU GUEYE
est enseignant à l'école Elhadj Ousmane Mbengue de Rufisque Commune depuis 2010. Il gère une classe de CM2.

La langue française n'est pas facile pour nous, c'est à la fois une langue étrangère et seconde.

Mais, tout compte fait, la formation a répondu à nos attentes. Nous y avons puisé beaucoup de choses. Par exemple, lorsque nous sommes allés rencontrer les enfants dans leur classe avec nos formatrices. C'était une leçon de sciences sur la densité de l'eau : les objets qui flottent et ceux qui coulent. Une manière de lier la théorie à la pratique. Nous avons réussi une belle articulation entre l'enseignement du français et les autres disciplines. La langue française est un support pour toutes ces disciplines. On vit au quotidien une étroite relation entre l'enseignement du français et tous les autres apprentissages en mathématiques, en sciences etc.

Il est clair qu'il est impossible d'exécuter les consignes à l'école dans toutes les disciplines si on ne comprend pas le français. La démarche est innovante et curriculaire : on produit des textes et on réalise des apprentissages. Ces formations doivent continuer. C'est indispensable pour nous. L'Asem doit se battre pour les démultiplier et les décentraliser dans toutes les régions du Sénégal.



« Je ne pourrais jamais bénéficier de cette formation si je devais la payer moi-même. »

RABIATOU KANE
enseigne à l'école de Ndiagambal. Elle est membre de la cellule Asem de St Louis. Son premier poste fut Diawar où elle a découvert la pédagogie Freinet.

Franchement, j'ai beaucoup aimé cette formation. Elle m'a permis de pratiquer, d'expérimen-

ter et d'échanger pour améliorer mes connaissances. C'est une formation pratique. On s'organise en atelier, on confronte les idées. Puis, en séance plénière, nous faisons la mise en commun et avec l'aide des formatrices

VIE DE L'ASEM

nous mettons en exergue les idées principales. L'expérimentation faite dans l'école a été une bonne idée, on a lié la théorie à la pratique. La démarche est participative car les formatrices nous mettent en situation. A chaque étape, les formatrices s'assurent de la conformité des contenus avec nos réalités de classe. Elles demandent toujours comment on fait dans nos classes. C'est une formation adaptée et transférable.

Je ne connais pas le prix de cette formation. Mais si je devais payer pour y participer, je n'aurais pas les moyens. Je remercie et encourage très sincèrement le partenariat entre l'Asem et l'association Morgane.

En ce qui concerne l'Asem dont je suis membre, je dirais que je suis très satisfaite. On organise dans notre cellule des rencontres de formation très intéressantes. Seulement, je suggérerais à ma cellule d'organiser, en plus des rencontres théoriques, des pratiques de classes sur les techniques Freinet.

EN BREF • EN BREF • EN BREF • EN BREF

■ Colonie de vacances Asem 2014

La « colovac » des enfants ASEM va reprendre après quatre années de pause. Une colonie de vacances sera donc organisée à la mi-août 2014 pour des enfants de 8 à 14 ans.

Inscrivez vite vos enfants avant qu'il ne soit trop tard. S'adresser à Cheikh Makhfousse Seck 77 557 58 01

■ La Ridef 2014 en Italie

La XXX^e Rencontre internationale des éducateurs Freinet (Ridef) aura lieu cette année en Italie à Reggio nell'Emilia du 21 au 30 juillet. Trois membres de l'Asem y participeront.

■ Partenariat Asem et Aide-Action

Le Projet AECEM (Apprendre Ensemble par la Coopération et les Médias) se poursuit. Une première capitalisation est faite. Elle

concerne trois écoles (deux sénégalaises dont Célestin Freinet à Dagana et une française). Des expériences très intéressantes se construisent à travers ce projet. L'introduction des médias à l'école offre de nombreuses opportunités insoupçonnées pour l'amélioration des rendements éducatifs.

■ Une formation en bibliothèque de classe et d'école

Une deuxième session de formation en « coin de lecture » a eu lieu à Dagana. 27 enseignants de l'Asem, issus de toutes les cellules, ont participé à cette formation organisée en partenariat avec l'Association Réunion-Dagana de Paris.

■ Vie des Cellules Asem

Les cellules de Dakar, Delta, Dagana, Rufisque, Saint-Louis et Louga ont organisé des rencontres pédagogiques

notamment sur les activités « pratiques de classe ». Des articles paraîtront dans le prochain numéro du journal.

■ Espace polyvalent de l'Asem à Dagana

L'Espace polyvalent de l'Asem qui sera situé à Dagana est en gestation. Les architectes et tous les acteurs de ce projet sont à l'œuvre. Des travaux ont déjà été réalisés sur le terrain mis à disposition : il a été aplani, nettoyé et totalement dégagé. Le mur de clôture a été complété.

■ Asem/Enda : une vidéo disponible

Une vidéo sur la caravane économique, sociale et culturelle de 2011 est disponible. Elle a été organisée par l'Asem et l'Enda dans la vallée du fleuve Sénégal dans le cadre du Forum social mondial qui a eu lieu à Dakar en février 2011.

• DÉTENTE •

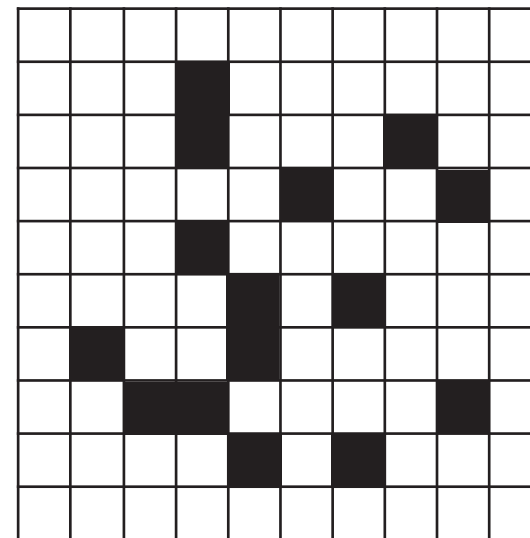
MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

- 1 On peut le lire dans les deux sens.
- 2 Porteur de mil ou de riz. Satisfaire un besoin naturel.
- 3 OK ! Pronom pluriel. Comme un ver.
- 4 Tel l'apartheid. Trompé.
- 5 Etre conjugué. Tamisée.
- 6 Succombé. Vont avec les autres.
- 7 Fin d'infinif. Employé de bureau.
- 8 Elles guident notre pratique de classe. Organe de sens.
- 9 Projectile mortel. Plante textile.
- 10 D'une manière sotté.

VERTICALEMENT

- 1 Domaine des sens.
- 2 Conversation secrète. Ceinture japonaise.
- 3 Limite. Voyelles.
- 4 Fin d'infinif. Condition.
- 5 Multitudes.
- 6 Epais. Personne austère.
- 7 Querelles violentes. Ancienne mesure chinoise.
- 8 Quelqu'un. Dont on se sert souvent.
- 9 DER y était super. Ancienne école des instits. Préfixe privatif.
- 10 Qui devient rouge.



JEUX DE MOTS

A *Esope reste ici et se repose.*

Cette phrase apparemment simple cache une particularité bien amusante. A vous de la découvrir.

B Un père promet à son fils de lui acheter un vélo s'il se classait premier de sa classe. Malheureusement, l'enfant se classe deuxième, dit néanmoins la vérité à son père et obtint le vélo. Que lui a-t-il dit ?

RÉPONSES

A – La phrase se lit dans les deux sens. C'est un palindrome. B – Je suis (suivre) le premier.
MOTS CROISÉS
Horizontalement 1 Palindrome 2 Epi. Uriner. 3 Ras. Eux. Nu. 4 Crime. Eu. 5 Ete. Sasseé. 6 Peri. Uns. 7 Er. Clerc. 8 Io. Oeil. 9 Obs. Lin. 10 Naïvement.
Verticalement 1 Perception. 2 Aparte. Obl. 3 Lisière. Ua. 4 Ir. Si. 5 Nuées. 6 Dru. Ascète. 7 Rixes. Li. 8 On. Usuelle. 9 Men. Enr. In. 10 Erubescant
JEUX DE MOTS



« Nous sommes élèves grâce à la solidarité internationale. »

Je m'appelle Aminata. J'ai un jeune frère, Thierno Amadou. Nous avons perdu notre père très tôt. C'est très pénible et dur de perdre un membre de la famille surtout un père ou une mère. Nous disons toujours merci à notre « Jambar » ou Courageuse Maman qui s'occupe bien de nous.

A l'âge de sept ans, notre mère nous a amenés au Groupe scolaire Chérif Limane Aïdara. Cette école, située dans notre quartier, Darou Salam 6 à Yeumbeul Nord, aide beaucoup les enfants.

Aujourd'hui, nous sommes élèves grâce à la solidarité internationale. En effet, une association belge en partenariat avec notre école parraine nos études et celles de plusieurs enfants. Nous pensons que le respect des droits des enfants est une arme puissante pour notre liberté.

Aminata Baldé, 5^{ème}